

Brochure n° 3177

Convention collective nationale
IDCC : 275. – TRANSPORT AÉRIEN
(Personnel au sol)

AVENANT N° 93 DU 16 MAI 2018
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA 2018

NOR : ASET1850788M

IDCC : 275

Entre :

FNAM,

D'une part, et

FGTE CFDT ;

FEETS FO ;

FNEMA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément à l'article L. 2241-1 du code du travail, les organisations syndicales représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies en commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI) le 27 mars 2018 et le 17 avril 2018 afin de négocier sur les salaires.

Ces négociations se sont tenues après l'examen du rapport de branche et du rapport égalité sur les données de l'année 2016.

Au vu de la conjoncture économique du transport aérien, des paramètres économiques connus à ce jour et des prévisions d'inflation, les parties signataires conviennent de revaloriser les salaires minima au 1^{er} juin 2018 et au 1^{er} octobre 2018.

Article 1^{er}

Salaires minima conventionnels au 1^{er} juin 2018

Les salaires minima mensuels, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} juin 2018 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
160	1 504
165	1 507
170	1 517
175	1 532
180	1 548
185	1 563
190	1 579
195	1 599
200	1 615
210	1 638
215	1 655
220	1 676
235	1 800
245	1 851
260	1 961
270	2 036
290	2 182
295	2 218
300	2 326
360	2 695
420	3 134
510	3 794
600	4 454
750	5 554

Article 2

Salaires minima conventionnels au 1^{er} octobre 2018

Les salaires minima mensuels, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1^{er} octobre 2018 :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE
160	1 512
165	1 515
170	1 525
175	1 540
180	1 556

COEFFICIENT	SALAIRE
185	1 571
190	1 587
195	1 607
200	1 623
210	1 646
215	1 663
220	1 684
235	1 809
245	1 860
260	1 971
270	2 046
290	2 193
295	2 229
300	2 338
360	2 708
420	3 150
510	3 813
600	4 476
750	5 582

Article 3

Prime de panier

Les parties signataires conviennent de porter la prime de panier de 6,20 à 6,30 €.

Article 4

Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Les négociations sur les salaires 2018 se sont tenues après l'examen du rapport de branche et du rapport égalité sur les données de l'année 2016.

Les parties signataires conviennent que les écarts de rémunérations constatés entre les femmes et les hommes au sein de la branche sont nettement inférieurs aux écarts constatés au niveau national.

À ce titre, elles encouragent les entreprises de la branche à poursuivre leurs actions afin de parvenir à une égalité de traitement.

Article 5

Champ et durée d'application

Le champ d'application du présent avenant est la branche du transport aérien personnel au sol. Il est rattaché à la convention collective nationale du transport aérien – personnel au sol (IDCC 275).

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6

Modalités pour les entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de la nature de cet accord relatif aux salaires minima, il n'est pas institué de dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 7

Clause de non-dérogação

Les accords d'entreprise ou d'établissement conclus dans les entreprises et établissements entrant dans le champ d'application du présent avenant ne peuvent pas y déroger, sauf s'ils prévoient des dispositions plus favorables.

Article 8

Dépôt, extension et publicité

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension.

Le présent avenant fera également l'objet d'une publication sur la base de données nationale, dans une version ne comportant pas les noms et prénoms des négociateurs et des signataires.

Article 9

Modalités d'application

Les dispositions du présent avenant sont applicables, dès sa signature, aux entreprises adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire.

Elles le seront aux entreprises couvertes par la CCNTA-PS et non adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire 1 jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 16 mai 2018.

(Suivent les signatures.)